

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2024-11-29-00007

arrêté préfectoral imposant des prescriptions  
complémentaires à la société BONNIERES SILO  
pour les installations qu'elle exploite à  
BONNIERES-SUR-SEINE (78270) quai de Seine

### **ARRÊTÉ**

préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société BONNIERES SILO  
pour les installations qu'elle exploite à BONNIERES-SUR-SEINE (78270) quai de Seine

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article R.181-46 ;

**Vu** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 autorisant la société des SILOS DE BONNIERES, dont le siège social est situé quai de Seine (78270) Bonnières-sur-Seine, à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de céréales située à la même adresse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 1991 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à l'installation d'un séchoir à grains qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à son étude de dangers pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'étude de dangers remise par la société des SILOS DE BONNIERES en novembre 2001 puis complétée le 19 décembre 2002 et le 25 août 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 26 février 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à l'analyse critique et complément d'étude par un tiers expert de l'étude de dangers pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** la tierce expertise réalisée par TECHNIP remise en 2004 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à la réalisation d'une étude de dangers actualisée relative aux silos qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 8 juin 2005 relatif à l'instruction de l'étude de dangers remise par l'exploitant en novembre 2001 puis complétée le 19 décembre 2002 et le 25 août 2003 et les conclusions de la tierce expertise réalisée par TECHNIP et remise en 2004 ;

**Vu** l'étude de dangers actualisée le 29 juin 2005 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 août 2005 imposant à la société des SILOS DE BONNIERES des prescriptions complémentaires, concernant des mesures complémentaires de renforcement de la sécurité vis-à-vis de l'étude de dangers remise par l'exploitant en novembre 2001 puis complétée le 19 décembre 2002 et le 25 août 2003 et de la tierce expertise réalisée par TECHNIP et remise en 2004 ;

**Vu** les fax du 26 février 2007 de l'exploitant relatifs aux moyens de protection contre les risques d'explosion au niveau de l'appontement ;

**Vu** le guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, dans sa version 3 (2008) ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 24 juillet 2008 relatif à l'instruction de l'étude de dangers du 29 juin 2005 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 2008 imposant à la société des SILOS DE BONNIERES des prescriptions complémentaires, concernant le renforcement des mesures de prévention et de protection additionnelles, pour l'établissement qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270), quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines

**Vu** le récépissé en date du 8 juin 2010 donnant acte à la société des SILOS DE BONNIERES de sa déclaration de cessation d'exploitation des transformateurs électriques contenant des PCB présents sur son site de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** le récépissé préfectoral en date du 27 septembre 2016 prenant acte de la modification de classement du site suite à la modification de la nomenclature ICPE (rubriques 2160 et 2920) et de la cessation des activités des séchoirs (combustion) soumises à la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classée ;

p.2/12

**Vu** le courrier du 5 juin 2023 de l'exploitant transmettant un dossier de modifications des silos de Bonnières sur Seine relatif :

- à la mise en place d'un équipement de nettoyage/criblage rotatif des grains de céréales au sein du bâtiment silo plat ;
- à la mise en place d'une aspiration/filtration assurée par un cyclofiltre et centralisée sur le silo 1 et sur une partie du silo 3.

**Vu** le courrier de demande de compléments en date du 10 janvier 2024 ;

**Vu** le courrier du 13 février 2024 de l'exploitant transmettant une version évoluée du dossier de modifications ;

**Vu** la réunion en visioconférence avec l'exploitant qui s'est tenue le 15 mars 2024 pour échanger sur la version évoluée du dossier ;

**Vu** le mail du 20 mars 2024 de l'exploitant transmettant des compléments ;

**Vu** le courrier préfectoral en date du 22 mars 2024 acceptant ces modifications ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 juillet 2024 relatif aux modifications demandées ;

**Vu** les courriels des 8 et 9 août 2024 de l'exploitant transmettant des éléments relatifs aux moyens de protection contre les risques d'explosion au niveau de l'apportement ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 août 2024 faisant suite à l'inspection du site exploité par la société SILOS DE BONNIERES du 23 juillet 2024 ;

**Vu** le premier projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis au demandeur par courrier du 11 juillet 2024 ;

**Vu** le courriel du 29 juillet 2024 par lequel l'exploitant signale ses observations sur le premier projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 17 juillet 2024 ;

**Vu** le second projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 18 septembre 2024 ;

**Vu** le courriel du 3 octobre 2024 par lequel l'exploitant signale ses observations sur le second projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 24 septembre 2024 ;

**Considérant** qu'il convient de considérer le silo plat connu initialement au titre de la rubrique 2160.1 (sous le régime : non classé) comme un hangar de stockage temporaire de matériel et de quelques encours ;

**Considérant** que l'installation de l'équipement de nettoyage/criblage rotatif des grains de céréales est situé au sein du silo plat ;

**Considérant** qu'il convient de réglementer le nouvel équipement de nettoyage/criblage rotatif des grains de céréales au sein du bâtiment silo plat ;

**Considérant** qu'il convient de réglementer le nouvel équipement d'aspiration/filtration assurée par un cyclofiltre et centralisé sur le silo 1 et une partie du silo 3 ;

**Considérant** que lors du contrôle du 23 juillet 2024 l'inspection constate que les cellules 21, 26 et 27 du silo 2 présentent des fissurations importantes et qu'elles sont condamnées par l'exploitant ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de soustraire de la capacité totale de stockage des silos, les capacités des cellules 21, 26 et 27 du silo 2, et d'interdire le stockage dans ces cellules ;

**Considérant** que l'origine de ces fissurations n'est pas connue, et que les risques d'aggravation de ces fissurations ou d'apparitions d'autres fissurations ou désordres sur les cellules et silos de l'installation ne peuvent être exclus ;

**Considérant** que le guide de l'état de l'art sur les silos susvisé recommande de porter une attention particulière aux silos verticaux en réalisant une surveillance a minima visuelle à une fréquence adaptée, et selon l'âge des silos, leur configuration, leur structure, ou selon leur environnement proche, de réaliser, à une fréquence de quelques années à dix ans, des contrôles techniques plus poussés, tels que des examens de structure, et que ce même guide estime que de tels contrôles sont nécessaires en cas de détection de fissures ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une étude de structure du silo 2 ainsi que des mesures de surveillance renforcée du vieillissement des structures des silos verticaux présents sur l'installation ;

**Considérant** que lors du contrôle du 23 juillet 2024 l'inspection constate qu'aucun pot de découplage n'a été mis en place au niveau de l'appontement sur le tuyau de chargement de grains et céréales sur moyens de transport fluviaux, contrairement aux prescriptions de l'article 1.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2005 susvisé ;

**Considérant** que toutefois, l'exploitant avait proposé par fax du 26 février 2007 susvisé des moyens de protection alternatifs, validés par le tiers expert ayant réalisé l'expertise de 2004 susvisée, consistant à mettre en place des trappes anti-bourrage de part et d'autre du tuyau de chargement de moyens de transport fluviaux ainsi qu'une zone de fragilisation en paroi supérieure du transporteur à chaînes TR5, de 1,5 mètre de long, disposée au plus près des descentes de tuyauterie côté silo, fragilisée par boulons nylon et retenue par une chaîne ;

**Considérant** que les éléments transmis par courriels susvisés les 8 et 9 août 2024 permettent d'établir que ces moyens de protection alternatifs ont été partiellement mis en place, et que de surcroît l'exploitant a mis en place d'une zone de fragilisation supplémentaire, en paroi supérieure du transporteur à chaînes TR30, de 1,5 m de long, disposée côté Seine, fragilisée par boulons nylon ;

**Considérant** que ces modifications sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients non significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications sont considérées comme notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et qu'elles doivent être actées dans un arrêté préfectoral complémentaire ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture :

## ARRETE

### Article 1 : Autorisation

L'article 1 « autorisation » du titre 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-146/DDD du 13 octobre 2008 est modifié comme suit :

« La société BONNIERES SILO (anciennement dénommée « LES SILOS DE BONNIERES »), dont le siège social est situé 27 rue Jean-Jacques Rousseau (75001) Paris, est autorisée, sous réserve des droits des tiers et du respect des prescriptions du présent arrêté et sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs, à poursuivre l'exploitation des installations visées par l'article 2 du présent arrêté et situées Quai de Seine à BONNIERES SUR SEINE (78270). »

### Article 2 : Nature des activités

Les dispositions de l'article 2 « nature des activités » du titre 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-146/DDD du 13 octobre 2008 sont remplacées par les suivantes :

«

Installations et activités Concernées	Éléments caractéristiques	Rubrique	Régime
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2 - Autres installations a - Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	Volume total de stockage de <b>26 865 m<sup>3</sup></b> avec : <ul style="list-style-type: none"><li>• Silo I : 7 206 m<sup>3</sup></li><li>• Silo II (hors volume des cellules 21, 27 et 28 condamnées) : 4506 m<sup>3</sup></li><li>• Silo III (hors volume du demi as de carreau interdit) : 16 957 m<sup>3</sup></li></ul>	2160-2a	A

Le stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables est interdit dans les cellules 21, 27 et 28 du silo 2.

Le déchargement vers les silos depuis un moyen de transport fluvial de céréales grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables est interdit.



À noter que le silo plat de 4 700 m<sup>3</sup> est dédié au stockage temporaire de matériel et de quelques encours et est donc considéré comme un hangar.

L'installation de l'équipement de nettoyage/criblage rotatif des grains de céréales est situé au sein du silo le plat. »

### **Article 3 : Silo plat devenu hangar**

a) L'arrêté préfectoral complémentaire n°05-121/DUEL du 23 août 2005 est modifié comme suit :

- À l'article 4 « définitions » du titre 1, le paragraphe « silo plat » est supprimé ;
- À l'article 1.1 du chapitre I « silos de céréales » du titre 3, le paragraphe « silo plat » est supprimé ;
- À l'article 1 du chapitre I du titre 1, le quatrième point du second alinéa est supprimé.

b) L'arrêté préfectoral complémentaire n°08-146/DDD du 13 octobre 2008 est modifié comme suit :

- Dans le tableau présent à l'article 3 « mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement » du titre 3, la ligne « silo plat » est supprimée ;
- L'article 1 du titre 2 est complété par les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas suivants :

« L'exploitant organise le fonctionnement et l'entretien du silo plat devenu hangar selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables sur les autres installations du site ou pour l'environnement.

À ce titre, l'exploitant apprécie le potentiel de danger de ce hangar et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques. »

### **Article 4 : Système d'aspiration**

L'article 2 « système d'aspiration » du titre 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-146/DDD du 13 octobre 2008 est complété comme suit :

« L'équipement d'aspiration / filtration centralisée par un cyclofiltre est implanté en extérieur en face de la salle de contrôle. Les poussières collectées sont stockées au niveau d'une benne connectée directement en pied d'équipement. Cette aspiration reprend tous les points d'aspiration à ce jour connectés au cyclone général (ASP G sur le tableau de commande) sur le silo 1. Pour le silo 3, il assure en sus l'aspiration / filtration en pieds d'élévateurs.

De plus, ce cyclofiltre assure également l'aspiration sur l'équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains prévu et installé dans le hangar.

L'équipement d'aspiration / filtration centralisée par un cyclofiltre comporte 2 réseaux d'aspiration indépendants :

p.6/12

- Réseau 1 appelé « manutention » : réseau pour les machines qui fonctionnent à 100 % du temps correspondant à la tour de manutention du silo 1 ainsi qu'aux pieds des élévateurs de la tour du silo 3. Il s'agit d'un réseau unique sur la tour de manutention silo 1 et les pieds des 2 élévateurs E9 et E10 du silo 3.
- Réseau 2 appelé « nettoyeur » : réseau pour le fonctionnement de l'équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains, avec fonctionnement en discontinu donc en débit variable. Ce réseau est séparé de l'aspiration en continu (réseau 1) sur la tour de manutention. En amont du cyclofiltre, le réseau 2 est équipé d'un clapet CFV (Clapet de Fermeture de Ventilation) ISO permettant d'isoler le réseau en cas d'arrêt du nettoyeur ou d'anomalie.

Les poussières sont acheminées vers le cyclofiltre par mise en dépression de chaque réseau seul ou ensemble.

Les réseaux 1 et 2 transportent l'air jusqu'à un unique cyclofiltre. L'air est ensuite filtré au travers le cyclofiltre qui a une capacité maximum de 49 860 m<sup>3</sup>/h. Afin d'assurer une bonne efficacité de décolmatage et de filtration, le cyclofiltre est équipé de manches antistatiques hydrophobes et oléophobes pour réduire la pénétration de condensats aqueux ou gras/huileux à coeur du média filtrant. L'ensemble de l'installation est placé en dépression grâce à 1 ventilateur.

Cet équipement est équipé d'une sonde de détection de bourrage dans la trémie du cyclofiltre. La coiffe du cyclofiltre est équipée d'un thermostat de sécurité qui déclenche une alarme et l'arrêt de l'installation en cas de départ de feu. Le cyclofiltre est équipé d'événements d'explosion avec détecteurs de ruptures de type inductif. Sur chaque réseau, en amont du cyclofiltre, est installé un clapet antiretour permettant d'éviter le retour de l'onde de pression et des flammes vers le process dans l'éventualité d'une explosion dans le filtre. L'écluse rotative est dimensionnée pour résister au choc de la pression d'explosion et être barrage à la flamme (découplage cyclofiltre/équipement de stockage) avec détection de rotation.

Les poussières collectées par le cyclofiltre sont évacuées dans le cône du cyclofiltre par le biais d'une écluse rotative ATEX avec détection de rotation vers une benne de 30 m<sup>3</sup> à vis égalisatrice. Sur la benne, une sonde de bourrage est installée. »

#### **Article 5 : Valeur limite d'émissions en poussière**

L'article 20 « dépoussiérage » du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 est complété comme suit :

« En sortie du cyclofiltre, l'air est rejeté à l'atmosphère avec une concentration en poussières rejetées à l'atmosphère au niveau du point de rejet du système de filtration ne dépassant pas 10 mg/m<sup>3</sup>. »

#### **Article 6 : Surveillance des émissions en poussières**

L'article 21 « contrôle des émissions » du titre V « prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 est complété comme suit :



« Des mesures de concentration et de flux de poussières doivent être réalisées dans les 3 mois après la mise en service de l'équipement d'aspiration / filtration. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant. »

#### **Article 7 : Prévention des bruits et des vibrations**

Au titre VI « prévention des bruits et des vibrations » de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988, est ajouté l'article 27bis suivant :

« L'exploitant est tenu de respecter les exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement en ce qui concerne les valeurs limites en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Une mesure de bruit et des vibrations est à réaliser dans des conditions représentatives de l'activité avant le 30 septembre 2025.

L'exploitant transmet le rapport dans le mois suivant. En cas de non-conformité, l'exploitant transmet en même temps que la transmission du rapport un calendrier de mise en conformité et un descriptif des mesures correctives prévues ou prises. »

#### **Article 8 : Élimination des déchets**

L'article 28 au titre VII « élimination des déchets » à l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 est remplacé comme suit :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

- organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- économiser les ressources épuisables et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Tous les déchets sont transportés et éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

Sont notamment considérés comme déchets toutes les eaux (de procédés, lavages, etc.) dont la charge de pollution est trop importante pour répondre aux normes ou législation en vigueur.

Il convient que l'exploitant définisse les sous-produits qui sont valorisés en transmettant à l'inspection des installations leurs spécifications. Il s'agit notamment des sous-produits (fraction Orgettes / Blé cassé) issus de l'équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains de céréales. »

#### **Article 9 : Équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains de céréales**

À l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-146/DDD du 13 octobre 2008 est ajouté le titre 4 bis suivant :

##### « Dispositions particulières applicables à l'équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains de céréales » :

« Un équipement de nettoyage / criblage rotatif des grains de céréales, situé au niveau du « silo plat » (hangar), est alimenté en partie supérieure par convoyeur. En sortie, l'équipement alimente les convoyeurs à bande en grain nettoyé et calibré situés en galerie inférieure afin qu'ils soient repris par les élévateurs en vue de stockage au sein des cellules du silo 1, 2 ou 3 en vue de l'expédition.

Cette opération conduit à la production en continu de sous-produits (fraction Orgettes / Blé cassé) qui sont stockés (en vue de leurs valorisations) en continu dans 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> (ou bigbags) situées à proximité de l'équipement au sein du bâtiment « silo plat » (hangar).

L'équipement est équipé :

- d'une trémie d'alimentation en produit brut, fermée par une trappe qui règle le passage du grain et dont l'ouverture est commandée par deux contrepoids,
- d'une cheminée d'aspiration permettant un nettoyage par densité en enlevant les produits légers,
- d'un caisson de détente qui permet de récupérer les produits mi-lourds pendant que les poussières sont aspirées par le cyclofiltre,
- d'une vis sans fin dont l'auge est fermée par une trappe qui ne s'ouvre que sous la pression des produits mi-lourds,

- d'un crible à 4 grilles amovibles. Le cylindre est muni d'un ensemble de dégommage des grilles par des rouleaux qui assurent le dégagement continu des perforations sans choc ni frottement,
- d'un ensemble motorisation.

Cet équipement se situe au niveau de la case C2 du « silo plat » devenu hangar. Par conséquent, aucun stockage en masse de grains (même temporaire ou provisoire) ne peut avoir lieu dans les cases C2 et C3 de ce hangar. Une distance d'isolement de 20,5 m entre la case C2 et la case C4 doit être respectée. »

#### **Article 10 : Surveillance renforcée du vieillissement des structures**

L'article 4 « vieillissement des structures » du titre 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 08-146/DDD du 13 octobre 2008 susvisé est complété comme suit :

« Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant.

Dès la détection d'un nouveau désordre structurel sur les parois des silos, l'exploitant met en place des moyens de mesure de l'évolution de ce désordre structurel dont il assure un suivi et un enregistrement à une périodicité appropriée.

Selon les résultats des contrôles effectués, l'exploitant procède à une étude de structure des silos verticaux. Le résultat de cette étude est transmis dès réception à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ».

#### **Article 11 : Étude de structure du silo 2**

Au titre 3 « vieillissement des structures » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 08-146/DDD du 13 octobre 2008 est ajouté l'article 5 suivant :

##### **« ARTICLE 5 – ETUDE DE STRUCTURE DES CELLULES DU SILO 2**

L'exploitant fait réaliser par un tiers compétent, avant le 31 décembre 2025, une étude de structure des cellules du silo 2, dans le but :

- d'établir l'origine des fissurations présentées sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2 ;
- d'évaluer les risques d'aggravation des fissurations des cellules 21, 27 et 28 du silo 2 et d'apparition de fissurations ou autres désordres sur d'autres cellules ou silos de l'installation ;
- de définir, le cas échéant, un chargement maximum ainsi que les différences de chargement entre les cellules du silo 2 que les structures du silo 2 sont capables de supporter ;
- de préconiser, le cas échéant, des investigations complémentaires concernant les fondations du silo 2 ;
- de recommander, le cas échéant, des moyens de prévention ou de protection supplémentaires contre le risque d'affaiblissement de la structure du silo 2.

L'exploitant met en place, sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2, des moyens de mesure de l'évolution des désordres structurels. »

## **Article 12 : Analyse des risques de suppression au niveau de l'appontement**

Au titre 1 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2005 susvisé, au chapitre 1, l'article 1 est complété comme suit :

« L'exploitant réalise une analyse des risques de suppression liés à l'appontement et aux installations de manutention portuaire, le cas échéant avec l'appui d'un constructeur de telles installations. Cette analyse tient compte :

- de l'état de l'art actuel en matière de gestion des risques de suppression, au stade de la conception, dans les installations du même type de celle de l'exploitant ;
- des évolutions techniques intervenues depuis 2007 sur les installations de l'exploitant et en particulier des modifications des conditions d'exploitation de l'appontement dont l'arrêt du déchargement de moyens de transport fluviaux.

L'exploitant met à jour, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2025, son étude de dangers en incluant les éléments de l'analyse de risques mentionnée au premier alinéa. »

## **Article 13 :**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bonnières-sur-Seine où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Bonnières-sur-Seine dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois

## **Article 14 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

- 1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,
- 2°) par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

**Article 15 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Bonnières-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 29 novembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice,

Pour la Directrice et par subdélégation,

L'adjointe à la chef de l'unité  
départementale des Yvelines,



Marielle MUGUERRA

